

Des anglophones jugent le P.Q. La loi 101 a tué le séparatisme

Jacques Guay

Number 9, Spring–Summer 1983

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/21256ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Nuit blanche, le magazine du livre

ISSN

0823-2490 (print)

1923-3191 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Guay, J. (1983). Des anglophones jugent le P.Q. La loi 101 a tué le séparatisme. *Nuit blanche*, (9), 4–5.



Des anglophones jugent le P.Q. : LA LOI 101 A TUÉ LE SÉPARATISME

L'élection du Parti Québécois a largement contribué à désamorcer le «séparatisme», et la loi 101, notamment, a «enlevé aux extrémistes leur plus vigoureux cheval de bataille...»

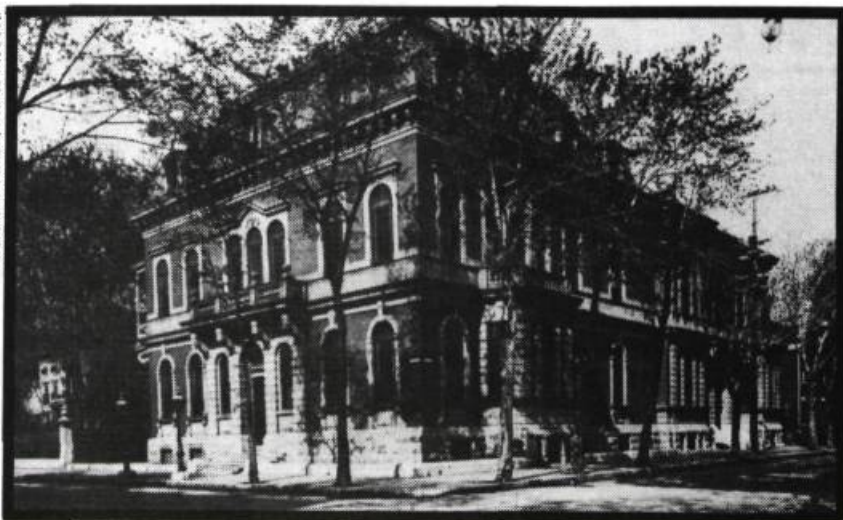
Bob's Restaurant s'appelle maintenant Restaurant Bob, Yellow Shoes, Chaussures Yellow, les Canadiens français ont perdu leur sentiment d'infériorité; leurs enfants se tournent de plus en plus vers le milieu des affaires et à Montréal, du moins, dans «cet État cité», tout va très bien.

Citoyens et establishment

Né à Montréal en 1918, écrivain, journaliste au *Star* jusqu'à la mort de ce journal en 1979, Gerald Clark a écrit sur Montréal un témoignage chaleureux qui tend à démontrer que, somme toute, il y fait bon vivre et que les deux communautés linguistiques peuvent entrevoir ensemble un brillant avenir dans l'harmonie.

Même si le livre s'intitule, en français, *Montréal, ses citoyens, son establishment*, on y trouve davantage (pour ne pas dire uniquement) de témoignages de l'establishment que de simples citoyens. L'ouvrage offre, entre autres, l'intérêt de nous faire découvrir un Montréal inconnu de bien des francophones, le Montréal de la haute, de l'Ouest, ce milieu de «*Empire Inc.*» de plus en plus fréquenté par une bourgeoisie francophone sûre d'elle et... franchement fédéraliste.

Archives Norman, Musée McCord



Le St-James Club, à Montréal

Plus de peur que de mal

Si la série télévisée «*Empire Inc.*» — qui «a inspiré» un roman, comme quoi la télévision ne chasse pas Gutenberg — si cette série, donc, mettait en scène un Montréal anglophone complètement étranger où les Canadiens français n'étaient guère que des valets et des ouvriers exploités, elle ne se terminait pas moins par un rapprochement des deux solitudes et le petit-fils de Monroe parlait français, son père ayant quitté les siens pour œuvrer comme médecin dans un quartier pauvre de l'est.

Dans le Montréal de Clarke nous ne sommes plus dans la fiction. Quelque vingt ans plus tard la colonie anglaise est décimée, bon nombre de ses membres ont fui à l'arrivée au

pouvoir du Parti Québécois, mais ceux qui sont restés se félicitent d'avoir laissé passer une tempête qui n'aura été, finalement, qu'un court orage d'été. Un orage qui aura rafraîchi l'atmosphère chargée d'électricité des années soixante.

D'égal à égal

Il n'est plus question ici d'apôtres anglophones qui viennent soulager la misère à l'est, mais de jeunes francophones, dont certains furent un temps «séparatistes», qui s'enrichissent à l'ouest. Ainsi le président de la Bourse de Montréal, Pierre Lortie, ex-sous-ministre de Raymond Garneau aux Finances, affirme que le Québec est la plus américanisée des provinces canadiennes et que l'administration Lévesque est comparable à celle de Carter aux États-Unis.

Quant au président de Pro-vigo — son histoire est typiquement américaine, celle du petit livreur à 5\$ par semaine qui est devenu multimillionnaire — «Il n'est pas indépendantiste et il est loin d'avoir l'esprit borné» mais il ne peut oublier «les torts faits à ceux de sa génération et à ceux d'autrefois».

L'économiste André Raynauld, qui comme député libéral a combattu la loi 101, avoue «calmement, comme par suite d'un long mûrissement, qu'il y a dans chaque Canadien français une raison d'appuyer les principes de la loi 101». Si lui n'en avait pas besoin, il reconnaît «qu'une grande partie de la population en avait besoin».

État dans l'État

Mais la grande idée qui se dégage de cette thèse — outre le fait que le P.Q. n'est plus à craindre et que la postérité est aux portes — c'est que dès sa fondation, dès Ville-Marie, Montréal était un État dans l'État. Et l'auteur, avant tout Montréalais, trace, entre autres, un tableau plein de force de ces femmes courageuses et volontaires qui ont marqué Montréal, de Jeanne Mance à Louky Bersianik. L'État cité est d'ailleurs le dada de plus en plus d'intellectuels francophones, un dada que *L'Actualité*, par exemple, brandit au moins une fois l'an comme une bannière.

Et comme d'une part les francophones ont atteint les objectifs visés depuis 1960, comme ils sont «devenus maîtres chez eux» et que d'autre part la plupart des anglophones se sentent maintenant eux aussi chez eux, Montréal demeure l'une des villes les plus attirantes du monde.

Et le rideau tombe alors que les uns et les autres chantent de concert «Mon Pays» et «O Canada».

L'étapisme au pouvoir

Pierre Lortie clame sa confiance dans l'avenir économique en soulignant que le Parti Québécois va maintenir son orientation conservatrice même si René Lévesque rallume

de temps à autre la flamme du souverainisme comme le premier ministre de l'Ontario, William Davis, «courtise lui aussi à l'occasion les réactionnaires de sa circonscription».

Deux sociologues ontariens, formés à Chicago, Kenneth McRoberts et Dale Postgate, dans *Développement et modernisation du Québec*, parlent plutôt de la «modération des réformes péquistes» et situent le gouvernement Lévesque dans la continuité de la Révolution tranquille alors que, selon eux, Robert Bourassa — l'éternel revenant — était l'héritier de l'Union nationale.

Eux aussi concluent que la loi 101 aura fait la démonstration non pas de la nécessité de l'indépendance mais de la possibilité de réaliser des changements significatifs dans le cadre fédéral existant. Mais ce qui est plus grave et n'avait guère été souligné jusqu'à présent, ils rappellent que le problème des entreprises québécoises importantes est la sous-représentation des cadres francophones (ce qui a été démontré, entre autres, par la Commission Laurendeau-Dunton et plus tard par la commission Gendron sous Bourassa). Or le gouvernement Lévesque a abandonné la «francophonisation» des entreprises pour se contenter de la «francisation». À tel point, notent-ils, qu'un jour l'Office de la langue française a reconnu que la reine Elizabeth répondait très bien aux critères exigés pour l'obtention d'un diplôme de francisation.

De même, ajoutent-ils, «on ne décèle pas dans les relations du gouvernement péquiste avec les entreprises francophones, avec les sociétés d'État et même avec les coopératives, d'effort concerté et soutenu pour renforcer la présence francophone dans le secteur économique».

Le populisme

Le grand mérite de cet ouvrage — en plus de confirmer ce que plusieurs chez les francophones intuitionnaient déjà, à savoir que l'étapisme

ne menait nulle part — est de faire une histoire intelligente et vivante du Québec de la Révolution tranquille à aujourd'hui, histoire dans laquelle le Parti libéral apparaît sous Bourassa comme l'héritier de Duplessis en renonçant «au grand mouvement de modernisation mis en branle par la Révolution tranquille» et en niant à l'État un rôle de premier plan dans l'économie québécoise.

Cela explique bien pourquoi l'opposition actuelle n'a été qu'un frein à la droite du gouvernement Lévesque que les auteurs situent davantage du côté d'un «populisme nationaliste» que de la «social-démocratie». Cette analyse, effectuée il y a quelques années — le livre a tardé à être traduit — est encore plus pertinente à la suite de l'affrontement avec le front commun.

Bref, contrairement à certains abus de langage de ses adversaires, René Lévesque serait plus près d'un Juan Peron ou d'un Réal Caouette que de Hitler ou de Mussolini. Le Québec serait, en quelque sorte, une manière de république de bananes.

P.S. Ces trois livres tous écrits par des anglophones ne nous sont pas étrangers, même *Empire Inc.* dans lequel le West Island se reconnaît davantage, contrairement aux *Nouveaux riches*, la suite de *L'establishment canadien*, de Peter Newman, dont j'ai eu peine à digérer les quelques chapitres parcourus. Bon, les nouveaux riches sont riches, mal élevés, ils n'ont pas la distinction vieille Angleterre des anciens maîtres du pays. Shocking!

Montréal, ses citoyens, son establishment

Gerald Clark
Les Éditions de l'Homme
Empire Inc.
Clarke Wallace
Domino

Développement et modernisation du Québec
Kenneth McRoberts et Dale Postgate
Boréal Express

Les nouveaux riches
Peter Newman
Les Éditions de l'Homme